

Nous sommes profondément attristés que nous n'ayez pas répondu à une lettre concernant M. David Nickerson (député de Western Arctic) et datée du 21 octobre 1985.

Ce silence est particulièrement désolant étant donné le grave problème des femmes canadiennes qui sont battues par leur conjoint. M. Nickerson et vous pourriez profiter de l'occasion pour sensibiliser davantage le public au problème de la violence faite aux femmes. Le gouvernement du Canada semble plutôt se désintéresser de la question; il n'a même pas la politesse de répondre. Cette indifférence est une approbation tacite d'un acte criminel.

Monsieur le premier ministre, votre silence est une honte. Votre mépris des femmes du Canada est implicite dans votre refus de répondre aux propositions franches et constructives d'un organisme national...

Cette lettre vient d'une maison d'accueil de Saint-Jean, à Terre-Neuve. Je prie instamment le premier ministre (M. Mulroney) d'y répondre.

* * *

LES CATASTROPHES

LES ÉLEVEURS DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE—L'EXCLUSION DU PROGRAMME D'AIDE OFFERT AUX ÉLEVEURS TOUCHÉS PAR LA SÉCHERESSE

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Contrairement à d'autres éleveurs de l'Ouest, monsieur le Président, les éleveurs du sud de Hixon, en Colombie-Britannique, n'ont pas bénéficié, pour une raison quelconque, du programme d'aide offert aux éleveurs touchés par la sécheresse. Or, dans certaines régions du sud de la Colombie-Britannique, à certaines altitudes notamment, les pertes de provendes consécutives à l'extrême sécheresse ont été considérables. Le ministre de l'Agriculture de la Colombie-Britannique a accepté de venir en aide aux éleveurs des régions frappées par la sécheresse. Il a donc constitué une caisse de 2 millions de dollars et demandé au ministre de l'Agriculture (M. Wise) de verser un montant égal. Jusqu'à maintenant, celui-ci n'a offert aucune aide et il n'a pas non plus répondu à l'offre de la Colombie-Britannique.

Les éleveurs victimes de la sécheresse ne demandent ni plus ni moins que ce que d'autres éleveurs de l'Ouest ont déjà obtenu. Ils insistent pour être traités avec justice et équité. Monsieur le ministre, faites donc preuve à l'égard de ces éleveurs de la même compassion qu'à l'égard des autres.

* * *

[Français]

L'ÉNERGIE

LE PRIX DE L'ESSENCE—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Vincent Della Noce (Duvernay): Monsieur le Président, je constate avec plaisir que les consommateurs canadiens commencent à goûter à la baisse du prix de l'essence qui est le fruit de notre politique d'intervention en matière énergétique.

J'ose espérer que ceux qui nous ont décriés et les autres qui ont ajusté le prix de leurs produits ou de leurs services à la hausse suivant les prix de l'essence sauront imiter notre action et baisser à leur tour les prix de leurs produits et de leurs services.

J'espère que les échéances ne seront pas trop longues, car si d'ici les prochaines semaines il n'y avait pas d'ajustement des prix au profit des consommateurs, je me ferais un devoir de les dénoncer un à un puisque ces mêmes gens ne sont pas gênés pour nous jeter le blâme.

Article 21 du Règlement

[Traduction]

L'INDUSTRIE

LES POSSIBILITÉS DE CRÉATION D'EMPLOIS DU SECTEUR PÉTROLIER

Mme Barbara Sparrow (Calgary-Sud): Selon un rapport préparé à l'intention de la Fondation des communications sur les ressources pétrolières, monsieur le Président, plus de 650,000 Canadiens d'un océan à l'autre comptent sur le secteur pétrolier de notre pays pour gagner leur vie. Cela représente près d'un travailleur canadien sur 20. Des études effectuées par la Canadian Energy Research Institute indiquent que deux emplois au sein du secteur pétrolier en créent trois dans d'autres secteurs au Canada, surtout en Ontario et au Québec.

Le secteur pétrolier fournit au Canada plus de 650,000 emplois. Il fournit notre principal produit d'exportation et engendre des milliards de dollars d'impôts fédéraux et de redevances provinciales, sans compter qu'il accroît par la prospection les réserves de pétrole et de gaz qui devraient permettre au Canada d'atteindre l'autonomie énergétique qu'il s'est fixé comme objectif national. Compte tenu de ces bienfaits indiscutables, qui donc pourrait mettre en doute la contribution du secteur énergétique au bien-être des Canadiens.

* * *

[Français]

LE PARLEMENT

LE RÔLE DE L'OPPOSITION

M. André Plourde (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Monsieur le Président, je suis choqué d'entendre les députés tant libéraux que néo-démocrates mener des attaques insidieuses envers les membres du gouvernement. Ils s'expriment dans un langage des plus bas niveaux, tout en profitant de l'immunité parlementaire.

Ce comportement reflète très bien ce qu'a dénoncé M^{me} Lise Bissonnette dans un article du journal *Le Devoir* samedi dernier. Et je cite:

Le sénateur Allan MacEachen a confié à une journaliste torontoise la recette qu'il a transmise aux jeunes députés libéraux, et qu'il tenait lui-même depuis 1958 d'un de ses prédécesseurs au Sénat, Chubby Power. Quand on se retrouve dans l'opposition, la meilleure stratégie est de «choisir dans le gouvernement les cibles vulnérables, et de les descendre». Ce n'est pas très élégant mais ça fonctionne, comme on l'a vu sous John Diefenbaker, et comme on le voit sous Brian Mulroney.

Est-ce là le seul rôle de l'opposition, monsieur le Président?

* * *

[Traduction]

LES JEUNES

LES PROGRAMMES D'EMPLOI—LA LETTRE DU PREMIER MINISTRE

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, dans la lettre qu'il a envoyée au sénateur Hébert, le premier ministre (M. Mulroney) essaie de justifier le fait que le gouvernement conservateur trahisse et abandonne les jeunes. Il omet de signaler que les crédits affectés aux programmes pour la jeunesse sont tombés de 40 millions l'année dernière à 17 millions cette année, et que le nombre de bureaux d'emploi sur les campus universitaires a été réduit de 30 p. 100. Il omet de préciser que le programme de création locale d'emplois a été supprimé, que la formation en établissement a été réduite de 25 p. 100, que la caisse de formation a été supprimée, que la